

Coronavirus : la pandémie exacerbe les inégalités sociales !

Nous vivons une pandémie dont les conséquences sont inédites : confinement généralisé et arrêt partiel de l'activité économique. Dans le monde, la population confinée se compte désormais en milliards de personnes. Le nombre de cas recensés a largement dépassé le million et nous déplorons des décès en dizaines de milliers.

Pour autant nous aurions tort de faire de cet épisode un événement tout à fait hors du commun. Non seulement nous avons connu au cours de notre histoire – et pas seulement ancienne – de nombreuses épidémies tout aussi meurtrières, mais surtout parce que tout porte à croire que des épisodes comme celui que nous vivons se répéteront et se multiplieront à l'avenir si l'humanité ne fait rien pour changer son mode de vie et son rapport à l'environnement. En effet la destruction accélérée des habitats naturels, conséquence de la déforestation, de l'urbanisation, de l'industrialisation et de l'artificialisation des sols, est une des causes de transmission du virus d'une espèce animal à notre espèce. (cf. [D'où viennent les coronavirus ?](#))

Parallèlement la destruction méthodique des États providences, des services publics, de santé notamment, et l'extension du capitalisme néo-libéral ont mis à mal la capacité des sociétés à faire face à l'épidémie. En France, plusieurs décennies d'appauvrissement et de marchandisation du système de santé menacent sa capacité à préserver la santé publique. Plusieurs décennies de démantèlement méthodique des outils de planification économique placent nos dirigeants dans l'incapacité de réorienter rapidement et efficacement notre appareil productif vers un objectif prioritaire de santé publique.

Et que dire de leur aveuglement sur la situation de l'Italie ? La prendre sérieusement en considération aurait dû permettre de mieux anticiper la catastrophe qui s'approchait. Faute d'avoir été inscrite dans un tableau de bord ou un programme de travail, elle n'a pas été anticipée par ceux qui sont censés prendre de la hauteur sur notre organisation.

Les situations de crise exacerbent les inégalités sociales. Cette crise du coronavirus n'échappe pas à la règle. Nous ne sommes pas égaux face au confinement.



Il y a celles et ceux qui ne peuvent pas rester confiné.e.s et qui doivent poursuivre le travail au péril de leur santé et de celle de leur entourage parce que leurs missions l'obligent ou parce que la précarité économique dans laquelle ils/elles vivent les contraignent à prendre ces risques. Il y a celles et ceux qui perdent tout ou partie de leur emploi et de leurs revenus et qui se retrouvent sans ressource. Il y a celles et ceux qui sont confiné.e.s dans des situations difficiles, dans des logements sous-dimensionnés voire insalubres, avec un conjoint.e ou un parent maltraitant.e, avec des proches malades ou fragiles. Enfin il y a celles et ceux qui peuvent se mettre au vert dans leur résidence secondaire pour rédiger des « journaux de confinement » publiés dans la presse. C'est peut-être le cas de ceux qui, à Bercy, enjoignent les personnels à « [adopter la posture de travail, comme si j'étais sur mon lieu de travail habituel](#) » feignant d'ignorer qu'une majorité d'entre nous n'a pas les moyens matériels de réaliser cette recommandation hors sol.

Le confinement met en lumière l'inadéquation entre l'utilité publique des emplois et les rémunérations. Il révèle au grand jour le rôle indispensable et irremplaçable de quantité de travailleurs et travailleuses invisibles, précaires et sous rémunéré.e.s. On ne peut pas en dire autant des grands patrons qui accumulent des rémunérations stratosphériques ? Il est grand temps de revaloriser les activités essentielles et de repenser les échelles de rémunération au regard de l'utilité sociale de chacun.e.

Pour Sud Insee la santé publique reste la priorité absolue. Le respect des règles de protection, le confinement maximal et la limitation des contacts doivent être scrupuleusement observés mais surtout, priorité politique et économique doit être donné au fonctionnement optimal de notre système de santé. Or nous constatons que ce n'est pas ce que fait le gouvernement. Si ce dernier s'est empressé de débloquer des budgets pour compenser les pertes des entreprises causées par l'arrêt de l'activité économique, il n'a rien garanti pour l'instant pour l'hôpital public. Les promesses très incertaines d'un Président de la République sonnent faux quand on sait que le monde médical réclame des moyens depuis plusieurs années de mouvements sociaux. Le Président est aux abois et craint surtout le retour de bâton politique post-épidémie. **Assez de blabla ! Il faut un plan de recrutement et d'investissement massif et immédiat dans l'hôpital public.**

Alors que les professionnels de santé réclament un confinement renforcé, des dépistages massifs, davantage de moyens humains et de matériels de protection (gels et masques), le gouvernement a commencé par mentir (masques inutiles, tests aussi) pour se protéger. Désormais il temporise, et s'évertue à envoyer au travail – au front sans doute pour reprendre les termes du Président de la République – sans les protections nécessaires, des pans entiers du salariat.

Pour Sud Insee, seules les activités économiques indispensables à l'objectif de santé publique doivent être maintenues en fonctionnement. C'est comme cela que nous soutiendrons ceux qui combattent le virus mais aussi ceux qui nous permettent de continuer à vivre dans les meilleures conditions possibles (éboueurs, routiers, employés des commerces indispensables...). Pour le reste, le confinement doit être la règle. Nous pouvons nous passer, pour quelques semaines, de livraisons de fast-food à domicile, de production automobile, de chantiers du bâtiment et de plateforme logistique Amazon. Pour Uber, pour Amazon et pour bien d'autres nos vies valent moins que les profits. Le gouvernement profite même de la situation pour poursuivre le démantèlement du code du travail en autorisant l'allongement de la durée du travail sous couvert d'un nécessaire « effort national ».

Certes des efforts sont nécessaires pour surmonter cette crise. Mais il ne faudrait pas que ces efforts portent uniquement sur celles et ceux qui subissent l'austérité depuis des années. Il serait indécent que seul les travailleurs et les travailleuses produisent ces efforts. Il est indispensable de mettre en place [une fiscalité exceptionnelle sur les plus aisé-e-s](#) et d'[empêcher les entreprises de verser des dividendes](#) afin que tout le monde participe à l'effort à hauteur de ses moyens.

Par ailleurs le gouvernement doit organiser la réquisition des établissements de santé privé nécessaires, des entreprises utiles à la confection des biens et services indispensables et des logements vacants. Face à la hausse de prix des denrées alimentaires qui se profile et pour éviter l'apparition de « profiteurs de pandémie » nous pensons qu'un contrôle des prix doit être rapidement mis en place.

Au-delà de ces mesures d'urgences nous pensons bien sûr qu'il faudra tirer les leçons de cette crise pour en sortir avec la volonté de construire d'autres perspectives. Comme l'ont très bien exprimé nos camarades d'Attac, « [nous ne voulons pas d'un retour à leur normalité, car la normalité néolibérale et productiviste est le problème.](#) »

Nous avons besoin de remodeler notre système économique vers une économie relocalisée orientée vers la satisfaction des besoins et la préservation de l'environnement.

En ce sens, plus que jamais, nous persistons à revendiquer :

- un relèvement des minimas sociaux et une augmentation générale des salaires
- une fiscalité plus juste fondée sur une véritable progressivité de l'impôt sur le revenu,
- la fin des politiques d'austérité et du chantage à la dette publique qui les justifie,
- une véritable politique de lutte contre la fraude et l'évasion fiscale.
- La remise à flot de l'ensemble des services publics, notamment de l'hôpital public, afin qu'ils puissent remplir leurs missions au service de l'ensemble de la population,
- une baisse significative du temps de travail pour résorber le chômage et libérer pour toutes et tous un temps précieux à la transition énergétique et au vivre-ensemble,
- la création d'un service public du logement qui permette à chacun-e de vivre dans des conditions décentes à proximité de ses lieux de vie et de travail,
- une politique volontariste de relocalisation des emplois près des populations pour limiter les déplacements, réduire les émissions de gaz à effet de serre, et stopper la destruction des habitats naturels.



À sud Insee nous sommes et resterons mobilisés pendant et après cette épidémie pour œuvrer à cette révolution sociale, politique et économique nécessaire. Nous en avons besoin, non seulement pour que de telles catastrophes ne se reproduisent pas, mais plus globalement pour construire un monde qui reste vivable et solidaire.

Toulouse, le 6 avril 2020